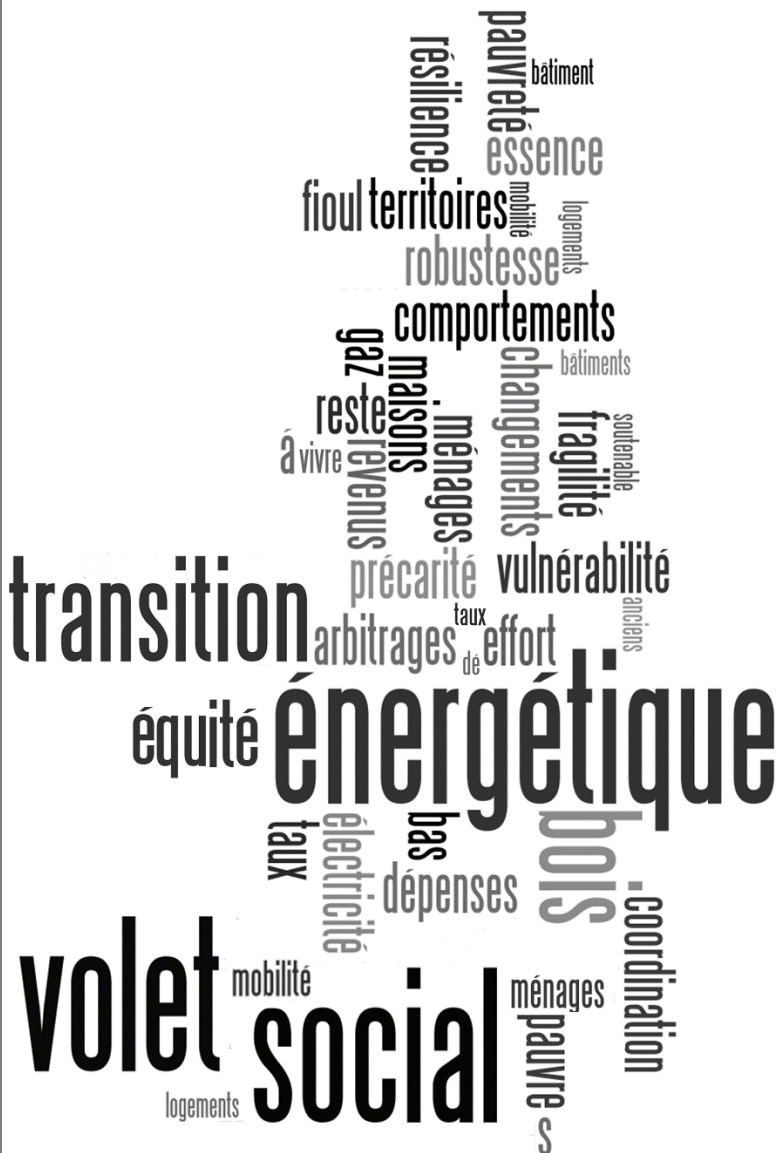




TRANSITION ÉNERGETIQUE EQUITABLE

4 Ateliers autour de la vulnérabilité socio-énergétique (logement – mobilité – territoires)



Aborder le volet social de la transition énergétique, un enjeu d'équité territoriale

L'approche de la transition énergétique a été longtemps dissociée de son volet social. Celui-ci s'est souvent limité à la prise en considération de la « précarité énergétique » en lien avec les écarts des taux d'efforts des ménages concernant les dépenses énergétiques liées au logement. Depuis 2007, à l'échelle nationale comme à l'échelle locale, de nombreux efforts (études, observations, modélisations, propositions d'indicateurs...) ont été accomplis pour élargir cette vision à la problématique de la mobilité et au lien étroit de celle-ci avec la fragilisation financière des ménages, les modes de vie et la localisation domicile-travail. Une meilleure compréhension existe aujourd'hui sur la précarisation de nombreux ménages face à la croissance des coûts de l'énergie dans un contexte économique difficile, sur les comportements individuels et collectifs « peu rationnels », sur le fait que l'enjeu dépasse les découpages sectoriels des politiques traditionnelles (logement, transport, social, énergie, etc.). Le constat demeure néanmoins que cet enjeu n'est pas suffisamment intégré par de nombreux décideurs.

Plusieurs interrogations subsistent. Cette connaissance est-elle suffisante pour accompagner ou faire émerger des politiques territoriales transversales, pour la planification et l'aménagement du territoire ? Sinon, quelle connaissance ad hoc faut-il construire ? Quelles définitions, concepts, seuils opératoires nécessaires / possibles ? Quelles politiques et leviers en phase avec les différentes échelles ? Comment inventer, innover dans les politiques publiques et les dispositifs, de manière focalisée et de manière transversale, avec une forte innovation sociale ? Quels impacts économiques (ménages, collectivités), socio-sanitaires, environnementaux ?

Des ateliers collaboratifs autour de 4 défis génériques pour aller plus loin

Après une longue démarche d'expertise collaborative interinstitutionnelle, les organismes invitants avec l'appui de l'Ademe Rhône-Alpes / Auvergne, proposent quatre moments d'échanges afin d'élaborer un « porter à connaissance » (ou « Livre Blanc ») contenant un socle commun de propositions et un éventail d'innovations spécifiques. Cette démarche s'articulera autour de 4 défis génériques, dont l'objectif est d'assurer une transition énergétique équitable.

Défi 1- Observation et monitoring pour accompagner une transition énergétique équitable / 31 mai 2016

Défi 2- Changement des pratiques et des comportements individuels et collectifs (publics/privés, citoyens, institutionnels...) / 6 juillet 2016

Défi 3- Augmentation du « reste pour vivre » des ménages et des « capacités d'investissement /accompagnement » des collectivités / 30 septembre 2016

Défi 4- Innovation dans la planification et dans les processus de gestion interterritoriale des vulnérabilités multiples / 21 octobre 2016

Une rencontre de synthèse des recommandations sera organisée le **9 décembre 2016**

Public invité

Elus et techniciens des collectivités territoriales, urbanistes, chercheurs, équipes publiques et privées de modélisation des données, bailleurs sociaux, AOT, industriels et fournisseurs/gestion des énergies, acteurs sociaux et associatifs, fondations, experts divers, etc., ayant une expérience dans les domaines, ou des savoirs empiriques et pratiques permettant d'élaborer des recommandations à toutes les échelles

Contenus indicatifs des échanges, lieux et heures

Ces contenus sont indicatifs et ils vont évoluer au fur et à mesure des échanges préparatoires. Un document de cadrage par atelier sera envoyé 15 jours avant aux personnes souhaitant participer aux échanges de travail.

Les dates, sont fixes, ainsi que les lieux et heures, sauf problème impondérable.

Défi 1- Observation et monitoring pour accompagner une transition énergétique équitable / 31 mai 2016

Lieu et heure : Lyon- Agence d'urbanisme de l'agglomération lyonnaise / 9h-13h

Dans un contexte où la production de données et indicateurs s'intensifie, où les observatoires se multiplient, les attentes convergent vers un socle commun d'observations et d'indicateurs clés permettant d'accompagner les politiques publiques visant une transition énergétique équitable. Il ne s'agit pas d'opter pour l'un ou l'autre des dispositifs d'observation existants ou en cours de développement, mais plutôt de concrétiser des recommandations permettant de disposer d'une connaissance accessible, compréhensible et parlante, susceptible de mobiliser les accompagnements privés, de dynamiser les solidarités actives, de cibler l'action publique dans les territoires prioritaires.

Les échanges proposés chercheront aussi à répondre aux attentes en matière de « plan guide » permettant de mettre en place des dispositifs ad hoc de connaissance et de monitoring collaboratif de base (indicateurs / variables), mais aussi des recommandations autour de la gestion opérationnelle et collaborative de ces dispositifs (ex. « plateformes » de connaissance et d'information).

Défi 2- Changement des pratiques et des comportements individuels et collectifs (publics/privés, citoyens, institutionnels...) / 6 juillet 2016

Lieu et heure : Saint-Etienne - Agence d'urbanisme de la région stéphanoise – Epures / 9h-13h

Malgré une quantité importante de bonnes pratiques institutionnelles et sociales (citoyennes, individuelles et collectives, associatives, territoriales) et d'innovations, celles-ci restent atomisées et cloisonnées. Elles sont souvent éphémères faute d'un modèle économique et institutionnel durable, ou faute de modèle politique et social cohérent. Faute de diffusion ou de coordination à la bonne échelle, d'intégration dans une vision globale, les initiatives ne contribuent pas toujours à modifier durablement les comportements, ni à rationaliser les démarches vers une transition énergétique équitable.

L'atelier visera à faire des propositions pour améliorer la coordination des acteurs (publics, privés, associatifs, citoyens) favoriser un dialogue inter-échelles permettant la mise en cohérence des pratiques et la rationalisation des actions, des moyens. Pour changer d'ampleur, les réflexions et recommandations pourront porter sur différents leviers: la mutualisation des moyens humains et financiers, la diffusion des innovations et la pérennisation de bonnes pratiques, la communication, la formation, ou encore la mise en place d'une ingénierie collaborative qui soit capable de couvrir les questions techniques, financières et sociales.), les échanges entre territoires, etc.

Défi 3- Augmentation du « reste pour vivre » des ménages et des « capacités d'investissement » des territoires / 30 septembre 2016

Lieu et heure : Grenoble - Agence d'urbanisme de la région grenobloise / 9h-13h ou 14h-18h

Les dépenses énergétiques mettent sous tension les budgets des ménages vulnérables, leur augmentation peut contribuer à appauvrir davantage ceux qui sont déjà précaires. En outre, les collectivités locales se trouvent de plus en plus contraintes financièrement pour faire face à la diversité des enjeux environnementaux et sociaux. etc. De plus en plus d'acteurs (sociaux, privés...) tentent néanmoins de répondre à une partie de ces enjeux. Dans ce contexte, les échanges au sein de l'atelier traiteront de toutes les démarches d'innovation (politiques, financières, sociales, économiques, etc.) permettant de gagner en qualité de vie pour tous : il s'agit d'assurer une transition socio-énergétique qui permette d'améliorer le budget et le bien-être des ménages, en particulier des plus fragiles.

Le lien devra être fait avec le développement économique local (création d'emplois verts, énergies solidaires, etc.), avec les financements participatifs,... mais aussi avec les actions lourdes répondant directement à l'amélioration de la performance thermique du bâti et de l'accès à la mobilité sobre.

Défi 4- Innovation dans la planification et dans les processus de gestion interterritoriale des vulnérabilités multiples / 21 octobre 2016

Lieu et heure : Clermont-Ferrand ou Lyon - Agence d'urbanisme Clermont Métropole ou Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise / 9h-13h ou 14h-18h

Le volet social de la transition énergétique n'est pas traité (ou l'est de manière très marginale) dans les documents de planification et de gestion territoriale (PLU, PLUi, PLH, PLU-H, PCET, PDU, Scots, etc.), à la hauteur du défi de résilience et de robustesse attendu des territoires. Ce constat s'explique peut-être par la complexité intrinsèque des défis de la transition énergétique ; elle-même étant vue comme dissociée de la maîtrise d'autres transitions telles que démographique, comportementale, fiscale, écologique. La faible appropriation de la connaissance par les techniciens et les élus, le manque d'acculturation, handicapent la transcription réglementaire ou opérationnelle faisant le lien entre habitat – mobilité – énergie et fragilités territoriales. Dans ce contexte, l'atelier cherchera à recommander le socle minimum de normes, procédures, démarches, etc. possibles ou non mobilisables et celles qui restent à inventer, autour d'une vision globale et partagée des enjeux locaux / interterritoriaux aux échelles de l'action de proximité.

Inscriptions et contacts

Merci vous inscrire auprès de :

s.rosalesmontano@urbalyon.org (UrbaLyon)

Vous recevrez les programmes des Ateliers deux semaines avant leur déroulement.

Pour plus d'informations vous pouvez aussi contacter :

Ademe : jean-paul.georges@ademe.fr

AURG - Grenoble : emmanuel.boulanger@aurg.asso.fr; anne-lise.benard@aurg.asso.fr

EPURES – Saint-Etienne : mmarsauche@epures.com

Ag. Clermont Métropole : jmdemard@clermontmetropole.org

RAEE : pierrick.yalamas@raee.org; laurence.monnet@raee.org

LAET -PST: JeanPierre.NICOLAS@entpe.fr